

nous assigna, à mes collègues et à moi, des bureaux à *Marlborough House* pour que nous nous attaquions à la question.

On ne nous accorda presque pas de crédits, mises à part notre rémunération et une petite somme pour les frais de déplacement. Par contre, les portes nous étaient ouvertes à tous les niveaux pour des discussions franches.

Le Commonwealth s'était assez bien porté jusqu'à ce que je sois élu et qu'on me demande d'organiser un Secrétariat; mais des tempêtes politiques ne tardèrent pas à se déchaîner. En quelques semaines, il y eut rupture des relations entre les Malais et les peuples surtout de langue chinoise de Singapour, éclatement d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire, et le gouvernement minoritaire blanc de Rhodésie déclara illégalement son indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne pour couper court à l'instauration de la règle de la majorité. Depuis, beaucoup d'autres crises ont éclaté. Sur tous les plans, politique et autres, les relations entre les pays du Commonwealth et les tâches du Secrétariat n'ont jamais manqué d'intérêt.

Je me permettrai, à la fin de cet article, quelques réflexions sur les usages politiques du Commonwealth parce que sans être les plus évidents, ce sont les plus importants.

Ce Secrétariat a certainement réduit la vulnérabilité de l'association aux fantaisies de certains chefs en fonction de leur popularité internationale ou encore aux orientations d'un gouvernement particulier à une période donnée. Il a aidé le Commonwealth à vider des querelles et à réduire des tensions bilatérales ou interrégionales datant des dix dernières années, et à y survivre. Il était impérieux d'avoir au sein de l'association un point de convergence, d'obédience communautaire et capable, en pratique, d'être reconnu et écouté par tous les membres en temps de crise, sans pour autant qu'ils perdent la face sur le plan politique. Cette création a donc été très opportune non seulement pour l'élaboration des grandes orientations, mais aussi pour la participation des membres. C'est ainsi qu'en 1966, par exemple, les ministres de Tanzanie et du Ghana ont pu assister à une réunion des ministres du Commonwealth à *Marlborough House* en dépit de la rupture des relations diplomatiques qui était alors intervenue entre leur gouvernement et la Grande-Bretagne. Il est très important que les convocations aux réunions soient envoyées par le secrétaire général, qui représente l'ensemble de l'association,

plutôt que par le gouvernement qui accueille la réunion en question.

Il n'est pas surprenant qu'aient surgi, de temps à autre, des tensions. Le Commonwealth d'aujourd'hui est souvent, de par le nombre et la diversité de ses membres, au centre des relations et des problèmes qui existent entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, entre les régions, les continents et les cultures. Il doit s'occuper de plusieurs des dossiers les plus complexes et les plus explosifs en affaires internationales. Les affrontements entre pays riches et pays pauvres, l'isolationnisme continental ou régional, la discrimination ou les préjugés raciaux pourraient menacer, si nous n'y prenons pas garde, non seulement la cohésion, mais aussi l'existence même du Commonwealth. Ils feraient planer une menace réelle sur le monde. Au contraire, dans la mesure où les relations et les mécanismes du Commonwealth peuvent contribuer à résoudre ces problèmes ou à infléchir diverses politiques nationales pour diminuer leurs dangers, l'association peut apporter une contribution appréciable. Le Commonwealth d'aujourd'hui est donc un instrument beaucoup plus important dans la politique mondiale que le club de gentlemen blancs riches qu'il était à l'origine.

Les deux principales caractéristiques du Commonwealth moderne se complètent: en premier lieu, son hétérogénéité, la diversité de ses pays-membres quant aux dimensions, à la situation géographique, à la culture, à la prospérité et à l'économie de base; et en deuxième lieu, l'existence d'un certain nombre d'avantages et d'habitudes communs. Ce qui domine, c'est l'aptitude à utiliser l'anglais comme langue de travail, bien que ce ne soit pas la langue maternelle de la grande majorité des communautés (il y a une infinité de langues officielles dans les pays membres du Commonwealth); en ce qui concerne l'administration, le droit, l'organisation et l'éthique des professions, il existe aussi beaucoup d'habitudes, de méthodes de travail et de traditions semblables; dans le domaine de l'enseignement, en particulier aux niveaux supérieurs, les pays partagent certaines traditions; et ils ont hérité d'un réseau de relations et d'habitudes concernant la consultation et l'assistance mutuelle. Tous ces points communs rendent la consultation beaucoup moins difficile et la coopération fonctionnelle beaucoup plus économique et efficace qu'il ne serait autrement possible à si grande échelle.

La valeur d'un instrument politique dépend de l'utilisation qu'on en fait, ou qui peut en être faite, de son efficacité